



Communiqué intersyndical

Les élus au CSE-C de GRDF réunis le 07 mai 2020 se posent beaucoup de questions sur la vision de la direction concernant la reprise des activités en cette période de pandémie :

- Quelle valeur à leurs yeux ont les élus du personnel ?
- Quelle valeur à leurs yeux ont les instances de représentation du personnel ?
- Mais surtout, quelle valeur à leurs yeux ont les salariés de GRDF ?

Pour nous, élus du personnel, la réponse est claire : Aucune !!!

Alors que depuis le début de la crise les élus sont dans une posture de co-construction, sont force de proposition, prennent des positions, amendent les documents de travail des instances et posent des questions pertinentes.

- Nous vivons l'attitude des dirigeants et des représentants en région comme du mépris !
- Nous ne sommes pas dans la co-gestion : le président du CSE-C aime à le rappeler.

Mais, l'employeur ne peut pas faire fi des élus du personnel et avancer sans eux. Mais là n'est pas le plus important ! Le plus important c'est qu'en agissant ainsi, la direction bafoue le droit des salariés à être représentés, à être protégés, à être rassurés. Pour nous l'heure est grave et la direction se joue de l'ensemble du personnel avec indécence !

Plusieurs exemples :

- Le mail de notre Directeur Général, Edouard Sauvage envoyé mardi 5 mai à l'ensemble des salariés de GRDF annonçant la reprise d'activités. **Mauvais timing direz vous !** Mais nous nous pensons plutôt que ce n'est pas un acte manqué. Est-ce que la direction prend vos représentants au sérieux, quand elle communique avant l'instance où doit être justement évoquée cette reprise d'activités ? Agir dans la précipitation n'est pas gage de sérénité dans un contexte fragile et incertain. Agir en ne tenant pas compte des délais n'est pas non plus acceptable.
- La CSSCT Centrale qui s'est tenue les 5 et 6 mai. Le relevé de position de la CSSCT C hier à 18h39 alors que les élus du personnel auraient pu recevoir un relevé de position intermédiaire pour préparer efficacement le CSE C du 07 mai 2020.
- La direction refuse une consultation pour avis des CSE en régions sur les modalités d'application du PRA. Mais quand ça l'arrange la direction sait renvoyer les débats aux CSE d'Établissements.

Nous sommes les premiers à vouloir reprendre les activités !!!

Mais pas à n'importe quel prix, en garantissant la protection de la santé physique et mentale des agents de GRDF, de leur famille, des prestataires et des usagers quels qu'ils soient et surtout pas à celui du mépris des Organisations Syndicales.

Nous nous ne souhaitons pas bloquer la reprise des activités. Cependant, au regard de l'attitude de la direction vis-à-vis des représentants du personnel et des remontées terrains inacceptables, nous estimons qu'il est de notre responsabilité d'alerter la direction de notre exaspération et d'insister sur le fait que la reprise d'activités doit se faire dans de meilleures conditions.

C'est pour cela qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité en espérant que le message que nous venons de faire passer permettra de faire réagir la direction pour une sortie de crise sereine et respectueuse des agents de GRDF, de leur famille, des prestataires et des usagers.